sous le régime de la présente loi, s'ils n'étaient pas inscrits.

M. KNOWLES: Le ministre n'a pas l'intention d'instituer des procédures contre ces gens-là et je suis convaincu que personne ne songe à les inquiéter. Quoi qu'il en soit, il n'est pas sage d'édicter des lois destinées à être violées, même au service d'une bonne cause. Il arrive assez souvent que les jeunes gens, dans les provinces des prairies, se réunissent le soir pour s'amuser. On danse à ces endriots; les danseurs sont obligés de payer leur admission, et une fois que tous les frais sont acquittés, le reste de l'argent est consacré à des œuvres charitables. Il arrive parfois qu'une de ces soirées rapporte un bénéfice de \$60 à \$70 et cette somme est alors envoyée à Moosejaw ou à Regina, selon le cas. Les gens de l'Ouest ont ainsi souscrit de fortes sommes pour les œuvres patriotiques. Je me rappelle le cas d'un candidat conservateur, lors de la dernière élection provinciale de la Saskatchewan, qui n'avait pu réussir à réunir un auditoire convenable. Il annonça alors qu'une danse et un parti de paniers (basket social) auraient lieu tel soir au profit de l'œuvre de la Croix-Rouge. La soirée eut lieu; on dansa; il y eut encaissement et les paniers furent tous vendus. Bref, cette fête rapporta \$150 et les gens s'amusèrent beaucoup, car les \$150 provenaient du candidat conservateur, qui détenait le sac à l'argent. L'association toutefois n'était pas en faute. L'honorable ministre verra peut-être à insérer une disposition dans la loi afin de prévenir la répétition de cas de même nature. Le ministre est-il en mesure de nous dire si ces divertissements seraient défendus sous le régime de la présente loi?

L'hon. sir THOMAS WHITE: Je suis d'avis que dans ce cas-là, il ne s'agit pas d'une association pour les fins énumérées dans le bill. La mesure en question ne saurait empêcher les gens d'organiser des réunions sociales ou autres divertissements, en certaines circonstances.

M. KNOWLES: C'est tout ce que je voulais savoir.

L'hon. M. PUGSLEY: Mais le bill a ceci d'extraordinaire: C'est qu'il mêle l'argent qui est prélevé avec l'institution qui le prélève. L'œuvre de secours est défini comme étant un fonds, une institution ou une association.

Ainsi une association culturelle est une œuvre de secours, de même qu'une association de tempérance. Un fonds particulier devient une œuvre de secours. Il de-

vrait être dit dans la loi que l'expression "œuvre de secours" signifiera le fonds qu'il s'agit de prélever. Le fonds devrait être l'œuvre de secours et, l'association devrait être un chose complètement séparée et distincte. La confusion provient de ce que le ministre cherche à appliquer la même définition au fonds prélevé et l'association qui le prélève. Il n'est pas possible d'agir ainsi et d'avoir un bill satisfaisant. C'est la raison pour laquelle le ministre ne peut pas accepter l'amendement de l'honorable député de Pictou (M. Macdonald) qui demande que le titre du bill soit "Projet de loi concernant les contributions de guerre". Il vaudrait encore mieux employer les mots "secours de guerre" et dire que "secours de guerre" signifie l'argent prélevé pour les fins auxquelles l'argent est destiné. Les associations devraient être laissées entièrement en dehors de la question. J'exempterais aussi les Eglises et les associations religieuses en général. Il n'y a aucune raison pour les soumettre à l'enregistrement.

Il serait déplacé de mettre un pasteur ou un dignitaire d'une Eglise qui entreprendrait de prélever de l'argent pour le Fonds patriotique, pour le fonds de la Croix-Rouge ou pour d'autres fins de la guerre, sur le même pied qu'un criminel, parce qu'il aurait négligé de demander l'enregistrement. L'honorable député de Moosejaw (M. Knowles) a cité un cas qui se présente souvent et qui se présentera encore à l'avenir. On organise souvent des réunions publiques pendant lesquelles on fait une collecte dans un but charitable. Si l'enregistrement n'a pas été obtenu à l'avance, cette quête devient une contravention et les organisateurs de la réunion sont passibles d'une amende n'excédant pas \$500 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Je n'admets pas cela.

L'hon. M. PUGSLEY: Celui qui a rédigé le bill semblait être de cet avis, puisqu'il exempté spécialement les collectes faites dans les églises durant le service divin. La conclusion à en tirer, c'est que le rédacteur a voulu que ceux qui feraient des collectes pour ces fins, sans avoir obtenu l'enregistrement, tomberaient sous le coup de la loi, si la collecte n'était pas faite pendant le service divin. Je n'ai pas le moindre doute que c'est ainsi que la loi serait interprétée par tous les tribunaux. Il est vrai que les organisateurs ne pourraient pas